

CRISE CLIMATIQUE : LES SERVICES PUBLICS, NOTRE SEUL REMPART

S
O
L
I
D
A
R
I
T
É

Les incendies ravagent l'Europe. Grèce, Espagne, Portugal, France, Balkans : des dizaines de milliers d'hectares partent en fumée chaque été, des populations évacuées dans l'urgence, des écosystèmes entiers détruits, des vies bouleversées.

Ces incendies, encore plus nombreux cette année, touchent simultanément plusieurs pays européens et d'autres régions du monde : cette simultanéité confirme l'accélération des effets du changement climatique et impose de poursuivre les réflexions sur les politiques publiques, les investissements dans les réseaux énergétiques et les mesures d'adaptation nécessaires pour protéger les populations et les agents.

Les scientifiques le répètent depuis des années : **ce n'est plus un accident climatique, c'est une nouvelle norme**. Et, face à cette nouvelle norme, une évidence s'impose chaque jour un peu plus, **ce sont les services publics qui tiennent la ligne** : Pompiers, hôpitaux, sécurité civile, et bien sûr le service public de l'énergie.

Derrière chaque réseau réalimenté après un feu, une tempête ou une canicule, **il y a des électriciens et des gaziers qui interviennent**. Lors des incendies comme ceux de Gironde, ce sont des gaziers qui travaillent aux côtés des pompiers, sur le terrain, pour couper les alimentations en gaz dans les zones menacées : un geste technique indispensable pour éviter qu'une fuite ou qu'une canalisation exposée aux flammes ne transforme un feu de forêt en drame encore plus important. **Ce travail, invisible pour le grand public, est pourtant une condition de la sécurité de tous**. Souvent dans l'urgence, parfois de nuit, parfois au péril de leur sécurité, ces agents interviennent pour que des hôpitaux continuent de tourner, que des foyers gardent l'accès à l'eau, à l'électricité et au gaz...

**DES FEMMES
ET DES HOMMES
ENGAGÉS POUR
L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**



Cette crise révèle aussi la fragilité de nos infrastructures. Dans certaines zones, la continuité de l'alimentation électrique repose actuellement sur une seule liaison à haute tension (225 kV). Cette situation souligne à quel point les réseaux sont exposés aux événements climatiques extrêmes et rappelle l'urgence des investissements nécessaires pour garantir un service public de qualité, à la hauteur des risques qui viennent.

L'engagement de beaucoup de nos collègues va au-delà de leurs missions d'électriciens et de gaziers en étant sapeurs-pompiers volontaires. Cela constitue un élément essentiel de la réponse aux catastrophes naturelles et mérite un soutien sans ambiguïté de leurs employeurs, et cela sans frein administratif.

Nous saluons aussi la forte mobilisation des élus, des salariés et des bénévoles des Activités Sociales de l'énergie qui, localement comme nationalement, ont su réagir rapidement pour apporter un soutien concret aux personnes touchées par les incendies. Cette mobilisation est à l'image des valeurs portées par les Activités Sociales de l'énergie : proximité, fraternité et entraide. Elle démontre que, dans les moments les plus difficiles, **notre modèle social est un véritable outil de solidarité.**

Et c'est précisément au moment où ce service public prouve, une fois de plus, son utilité vitale, sa solidarité, que le gouvernement, via la Cour des comptes, choisit d'attaquer son socle social.

On ne répond pas à l'urgence climatique en affaiblissant celles et ceux qui en gèrent les conséquences sur le terrain.

On y répond en consolidant le service public de l'énergie : ses moyens, ses effectifs, son statut, ses droits.

Nous le disons clairement :
Défendre nos conquises sociales, ce n'est pas défendre des privilèges, c'est défendre la capacité même des agents du service public de l'énergie à faire face aux crises qui viennent.



DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC, C'EST SE DONNER COLLECTIVEMENT LES MOYENS DE TENIR FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, AUJOURD'HUI ET DEMAIN.

S
O
L
I
D
A
R
I
T
É